

DANS L'ACTUALITE du 20 au 22 décembre 2016

Textes officiels

JORF n° 0296 du 21 décembre 2016

Régimes d'autorisation préalable et de déclaration de mise en location

[Décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location](#)

Indices et index

[Avis relatif aux index nationaux du bâtiment, des travaux publics et aux index divers de la construction \(référence 100 en 2010\) et à l'indice de réactualisation des actifs matériels dans la construction de septembre 2016](#)

JORF n° 0295 du 20 décembre 2016

Prorogation de la loi relative à l'état d'urgence

[Loi n° 2016-1767 du 19 décembre 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence](#)

Projet de loi

Mercredi 21 décembre 2016, le Sénat a définitivement adopté le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne

[Petite loi du 21 décembre 2016](#)

Adoption du projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle

[Petite loi du 20 décembre 2016](#)

Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain

[Texte n° 864 adopté en 1^{ère} lecture par l'Assemblée nationale le 20 décembre 2016 et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république.](#) Texte transmis à l'Assemblée nationale le 21 décembre pour une nouvelle lecture.
[Dossier législatif](#)

Jurisprudence

Exclusion d'un candidat à un marché public ayant commis une faute professionnelle grave

[CJUE 14 décembre 2016, aff. C-171/15](#)

Refus de la qualification de délégation de service public en raison de l'absence d'implication de la commune dans l'organisation de l'exploitation touristique de sites

[CE 9 décembre 2016 commune de Fontvieille, req. n° 396352](#)

Modalités d'appréciation par le juge du plein contentieux de la légalité d'une autorisation ICPE au regard des règles d'urbanisme

[CE 16 décembre 2016 ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, req. n° 391452](#)

Faculté de se prévaloir d'une illégalité affectant les conditions de l'entrée en vigueur d'un acte réglementaire dans le cadre d'un recours contre le refus de l'abroger

[CE 16 décembre 2016 l'ADEP, la FHSM, la FEHAP, la FNAQPA, l'AD-PA, la FNMF et la FNADEPA, req. n° 393501](#)

Droit des riverains d'accéder librement à leur propriété avec un véhicule et conditions d'un refus par le maire

[CE 15 décembre 2016 commune d'Urou-et-Crennes, req. n° 388335](#)

Recours en reprise des relations contractuelles et application aux instances en cours de la jurisprudence SARL PRORESTO

[CE 15 décembre 2016 commune de Saint-Denis d'Oléron, req. n° 389141](#)

Droit de préemption

[TA Melun 4 novembre 2016 Société immobilière d'économie mixte de la ville de Paris, req. n° 1406418](#)

Ensembles commerciaux

[TA Melun 7 octobre 2016 Association observatoire indépendant du cadre de vie, req. n° 1405113](#)

[TA Melun 7 octobre 2016 SCI Park des Merlettes, req. n°1405117](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Jurisprudences et actualités 2016 de la commande publique : révisez vos classiques !

[En matière de commande publique, cette fin d'année est l'occasion de revenir sur les jurisprudences et actualités marquantes de ces derniers mois.](#)

Source : localtis.info du 21/12/2016

Facturation électronique : la maîtrise du calendrier de la généralisation est « parfaite » estime Christian Eckert

[Le secrétaire d'Etat chargé du Budget participait le 20 décembre à un point d'étape sur la généralisation de la facture électronique pour les fournisseurs de la sphère publique au 1er janvier 2017 organisé pour l'Union des groupements d'achats publics.](#)

Source : le Moniteur du 20/12/2016

La dématérialisation, un moyen pour prévenir la corruption

[Les technologies de l'information et de la communication améliorent la passation des marchés publics et permettent de lutter contre la corruption dans le domaine – mais pas de l'anéantir. Selon un rapport remis au Premier ministre, le renforcement des mécanismes de contrôle et la formation des enquêteurs s'impose par ailleurs.](#)

Source : le Moniteur du 20/12/2016

Urbanisme

L'acte II de loi Montagne adopté

[Trente ans après la première loi Montagne, le nouveau texte, définitivement adopté par le Sénat et l'Assemblée nationale le 21 décembre, a pour objectif de faire face aux mutations que connaissent ces territoires comme la raréfaction du foncier et les enjeux environnementaux.](#)

Source : le Moniteur du 22/12/2016

Le Carré Sénart réinvente la ville nouvelle

[La quatrième extension du centre commercial tiré par l'enseigne Carrefour marquera l'actualité de Sénart en 2017, avec l'aboutissement d'un chantier de 250 millions d'euros. La plus jeune ville nouvelle d'Ile-de-France explore depuis 20 ans un modèle de développement original : le financement privé et l'innovation s'accordent avec l'encadrement public et la planification.](#)

Source : le Moniteur du 20/12/2016

Notre-Dame des Landes : le Scot de Nantes/Saint-Nazaire révisé

[Le pôle métropolitain de Nantes/Saint-Nazaire a adopté une révision du Schéma de cohérence territoriale \(Scot\), un document attendu par la Commission européenne dans le cadre de la procédure d'infraction ouverte contre la France concernant le projet de l'aéroport de Notre-Dames-des Landes.](#)

Source : le Moniteur du 19/12/2016

Environnement

Lancement du premier atelier national des initiatives locales pour la rénovation énergétique

[Emmanuelle Cosse a lancé le 14 décembre à Paris le premier atelier national des initiatives locales pour la rénovation énergétique en présence de quelque 200 participants – collectivités, entreprises, associations et opérateurs de l'Etat – et annoncé à cette occasion que ce rendez-vous annuel sera décliné en ateliers locaux "dès le début de l'année 2017".](#)

Source : localtis.info du 20/12/2016

Collectivités territoriales

Ordonnances relatives à la Corse

Le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales et le ministre de l'intérieur ont présenté un projet de loi ratifiant trois ordonnances relatives à la Corse.

Source : Compte rendu du Conseil des ministres du 21/12/2016

Métropoles : et de sept qui font 22 !

En élargissant une nouvelle fois les conditions démographiques d'accès au statut de métropole, les députés vont permettre à sept communautés urbaines ou d'agglomération, à l'image d'Orléans, d'accéder au label métropolitain. Une mansuétude qu'a longtemps refusé d'accorder l'exécutif avant de céder devant les pressions renouvelées des maires et présidents d'interco concernés.

Source : le courrier des maires du 21/12/2016

Les métropoles se préparent à absorber plusieurs compétences départementales

La loi Notr confère à compter de 2017 certaines compétences départementales aux métropoles. Les négociations locales sur le sujet ont parfois viré au bras de fer, comme à Montpellier. Mais l'institution départementale n'en est pas sortie déstabilisée. Les transferts portent le plus souvent sur des domaines complémentaires à l'action des métropoles.

Source : localtis.info du 21/12/2016

A Bordeaux, retour à la normale pour les investissements

Après un pic à 120 millions d'euros en 2016, notamment dû au financement de plusieurs gros chantiers municipaux comme la Cité du Vin, le muséum d'histoire naturelle et surtout le stade Matmut -objet d'un PPP-, la Ville renoue avec un budget d'investissement d'étiage, autour de 70 à 80 millions d'euros annuels.

Source : le Moniteur du 21/12/2016

Transport

La France et l'Espagne mettent fin au contrat de concession de la ligne à grande vitesse Perpignan-Figueras et confient son exploitation à une filiale de SNCF Réseau et ADIF

[A la suite de la liquidation de TP Ferro, concessionnaire de la ligne nouvelle à grande vitesse Perpignan-Figueras, la France et l'Espagne ont prononcé la déchéance du contrat de concession et ont confié l'exploitation de l'infrastructure à Línea Figueras Perpignan, filiale constituée par SNCF Réseau et ADIF, afin de garantir la continuité des circulations ferroviaires entre les deux pays.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 21/12/2016

46 milliards d'euros pour rénover le réseau ferroviaire

[Le conseil d'administration de SNCF Réseau a validé, le 20 décembre, son projet de contrat de performance avec l'Etat. A la clé : un plan d'investissements sur dix ans, pour rénover le réseau ferroviaire français.](#)

Source : le Moniteur du 21/12/2016